



Portugal, Espagne) qu'ailleurs (en Belgique par exemple) où le « communisme » servait surtout à polariser l'imaginaire politique.

Le développement (en importance numérique et en influence) des organisations politiques gauchistes (essentiellement trotskystes ou marxistes-léninistes) est un phénomène politique postérieur à 1968. Il correspond à une coupure qui va s'accroissant entre la frange militante et la frange culturelle, celle ayant rapport aux mœurs et au mode de vie, des mouvements de jeunesse contestataire. La frange politique s'est alors majoritairement « léninisée », c'est-à-dire s'est trouvée captée et obnubilée par l'objectif de mettre sur pied un parti révolutionnaire sur le modèle léniniste, avec un discours moulé sur la grammaire politique léniniste. Une fois de plus, comme Marx l'avait déploré en 1848, « la tradition de toutes les générations mortes pesait comme un cauchemar sur le cerveau des vivants ». L'aspiration fortement exprimée au cours de l'année 68 à une « révolution moderne » visant à bouleverser le contenu de la « société moderne » se trouvait écrasée par une compulsion de répéti-

tion forcément impuissante à changer le monde. Elle allait se trouver récupérée et totalement dénaturée quelques années plus tard avec la « révolution néolibérale » des années 1980.

Le reflux de la vague commença dès 1976. La grande majorité des organisations politiques gauchistes de l'époque disparurent ou végétèrent sous forme de sectes groupusculaires. Quelques-unes formèrent l'ossature d'un courant d'extrême-gauche toujours présent quoique resté fort minoritaire.

Dans trois cas seulement - le Parti socialiste (SP) aux Pays-Bas, le Bloc de gauche au Portugal et le Parti du Travail de Belgique (PTB), après bien des vicissitudes, elles donnèrent naissance à des formations politiques représentatives, mais très éloignées du modèle initialement visé.

LE « MAI RAMPANT » D'ITALIE



Par Pietro Iosi
CIEP-MOC Bruxelles

Le contexte de l'économie italienne avant 68

Les années 50 en Italie, juste après la libération du fascisme, furent caractérisées par une forte expansion économique typique du boom de l'après-guerre. Les transformations socio-économiques bouleversèrent le pays. Le taux de chômage est très bas : en 1961, les chômeurs étaient 800.000, soit 3,9% de la population active. Entre 1959-63, la production manufacturière a augmenté de 10,1% en moyenne chaque année, la productivité par employé de 7,6% et les investissements de 13,8%. La croissance économique était là, mais la grande majorité des Italiens ne bénéficiaient pas de cette richesse¹.

Le contexte international influence toute une génération

Pendant toute une décennie se formait en Italie une génération marquée par les événements politiques internationaux : les révolutions algérienne et cubaine, les manifestations contre la guerre du Vietnam, la mort de Che Guevara en Bolivie, la révolution culturelle chinoise et la lutte pour les droits civiques aux États-Unis. Vers la fin des années 60, des milliers de jeunes italiens finirent par se rebeller contre le statu quo, en revêtant une attitude contestataire profondément anticapitaliste et anti-impérialiste. Dans les « tavernes », les nouvelles générations écoutaient les discours des vieux partisans antifascistes qui étaient mécontents des politiques réactionnaires menées par le parti majoritaire au parlement, la Démocratie Chrétienne².

Ils considéraient avoir lutté contre le fascisme non pas pour se retrouver dans une Italie aux mains des plus riches et des patrons mais bien pour une Italie sociale et égalitaire³.

Le contexte idéologique et le débat à gauche

La polarisation de la société et son impact sur la politisation des masses a été énorme. Les débats à gauche se développaient dans et hors syndicats et du PCI (le plus grand parti communiste européen avec 1.503.816 membres en 1968). La naissance du Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne (PSIUP) en 1964, issu d'une scission du Parti Socialiste, montrait l'expression d'une forte radicalisation idéologique de la classe ouvrière italienne en favorisant la naissance de plusieurs organisations d'inspiration marxiste-léniniste. De larges couches populaires participaient activement à la vie politique puisqu'elles faisaient partie d'une société en pleine ébullition et très politisée. Les assemblées du personnel, les tractages par les étudiants et les intellectuels devant les usines étaient quotidiens. Le monde catholique donnera également sa contribution aux contestations étudiantes dans un climat de renouvellement de l'Église, inauguré par le pontificat de Jean XXIII lors du Concile du Vatican II, et par les luttes de libération dans les pays d'Amérique latine, influencées par la théologie de la libération (avec des figures catholiques comme Camilo Torres). Dans l'ensemble, les jeunes étudiants et les ouvriers étaient immergés dans un contexte idéologique commun dans lequel les valeurs de solidarité, d'action collective et de lutte contre l'injustice sociale, pour l'amélioration des conditions de vie des couches populaires, inspiraient toutes



¹Pour les chiffres : <https://www.istat.it/it/files/2011/03/Italia-in-cifre.pdf>

²A ne pas confondre avec la Démocratie chrétienne belge, la DC italienne était le parti conservateur à l'instar du CVP chez nous.

³Voir : « Lettera a mi figlio », Mario Capanna, Dalai Editore, 2005.

les couches sociales qui s'opposaient à l'individualisme et au consumérisme du capitalisme typique des trente glorieuses.

La révolte étudiante explose et se lie aux luttes ouvrières

Contrairement au mai 68 français qui a été court mais intense, le mouvement de protestation italien des années 60 a été plus profond et plus long. Il s'est propagé des universités et des écoles secondaires pour arriver dans les usines, en bouleversant toute la société, ses valeurs et ses mœurs. Les jeunes ne partageaient pas les valeurs dominantes de l'Italie du « miracle économique » : l'individualisme, l'exaltation de la famille, la course à la consommation et une morale traditionaliste. À l'automne 1967, le mouvement dans les universités italiennes a commencé. L'élément déclencheur était la présentation de la loi du ministre Gui qui visait à introduire des critères de sélection dans les écoles dans un contexte où les niveaux de sélection étaient déjà très élevés. De 1961 à 1967, le nombre d'étudiants universitaires a doublé, atteignant environ un demi-million. En 1967-1968, l'agitation dans les universités prit des dimensions et des aspects jamais vues auparavant. De novembre 1967 à juin 1968, il y eut 102 occupations de sites ou facultés universitaires ; 31 sièges universitaires sur 33 furent totalement ou partiellement occupés au moins une fois⁴. La grande majorité des étudiants étaient aussi travailleurs. L'Etat ne garantissait aucune sorte de bourse ou de subvention, ce qui faisait de l'enseignement un enseignement de classe. Les luttes étudiantes et la naissance du mouvement étudiant dépassèrent la traditionnelle demande de réforme démocratique de l'école et des moyens de représentation étudiante pour lui substituer la pratique de la démocratie directe basée sur l'assemblée générale et sur les groupes d'étude et de travail. La lutte investit donc le système dans son ensemble et chaque forme de domination et de pouvoir⁵.

Le mouvement ouvrier

La classe ouvrière, elle aussi concernée par des processus de renouvellement et de recomposition, a connu un changement générationnel via le flux de travailleurs provenant du sud. Ces ouvriers se trouvèrent, en 1969, à la tête du mouvement de lutte dans les usines. C'étaient les « ouvriers masse », selon le terme de « l'opéraïsme italien », des jeunes travailleurs, souvent immigrés, travaillant surtout à la chaîne, peu syndicalisés, sujets à la parcellisation des fonctions liée à la diffusion du taylorisme dans les usines⁶. En 1969, il y eut une explosion des grèves ouvrières dans les usines. C'était « l'automne chaud ». Cette année-là, les principales catégories entrèrent dans la lutte pour demander des meilleures conditions de travail : les enseignants, les ouvriers de l'industrie du caoutchouc et du papier, les polygraphes, les travailleurs du textile, les métallurgistes, etc. Les

ouvriers commencèrent à entrer en action au niveau national à partir de l'usine de Marzotto à Valdarno, à la Pirelli à Milan et Port Marghera à Venise. Fin novembre 1968, à Avola en Sicile, 3000 ouvriers agricoles descendent dans la rue pour attaquer les propriétaires terriens. L'agitation défendait comme revendications : le renouvellement de contrats collectifs de travail, l'augmentation des salaires égaux pour tous, la réduction des heures de travail et la reconnaissance des jours de congé. Ces



Affiche du mai rampant italien

événements échappaient souvent à la compréhension des organisations syndicales et des partis politiques liés au mouvement ouvrier. Les syndicats officiels étaient complètement dépassés par les Comités d'Unité de Base (CUB), des comités larges et unitaires qui incluaient des travailleurs de diverses tendances et syndicats afin de converger vers un programme commun. Les luttes s'articulaient dans les formes les plus variées : les marches internes, les grèves « hoquets », les « chats sauvages », les grèves « échiquiers ». Ces méthodes d'action se répandaient allant jusqu'à des formes de contrôle des travailleurs sur les rythmes de travail et, dans certains cas, de sabotage.

Le mouvement féministe

Le féminisme dit de la « deuxième vague » s'est répandu en Italie à partir de 1968 et surtout pendant les années 1970. Les sociologues parlent de « deuxième vague » parce que l'attention n'était plus portée sur la demande d'égalité et d'assimilation au monde masculin, comme ce fut le cas pour les premières revendications féministes au XIX^e siècle, mais sur les différences de genre.

⁴ « Avant, pendant et après le 68 italien », Diego Giacchetti, Contre temps, 18 Avril 2018.

⁵ Ibid.

⁶ Turchetto M., De l'ouvrier masse à l'entrepreneuriat commune : la trajectoire déconcertante de l'opéraïsme italien, in J. Bidet et E. Kouvelakis (éd.), Dictionnaire Marx contemporain, PUF, Paris, 2001.





L'idée était de construire une société qui prenne en compte les caractéristiques féminines tout en garantissant l'égalité des droits. Ce n'était pas un mouvement unique et centralisé : de nombreux groupes naissaient, souvent caractérisés par plusieurs tendances. En 1968, les idées d'égalité qui imprégnaient la lutte et l'engagement des étudiant.e.s et ouvrier.e.s ne prenaient pas forcément en compte les différences de genre. C'est dans ce contexte de prise de conscience des femmes et de leurs revendications spécifiques que les commissions non-mixtes se forment au sein des organisations politiques du mouvement. Les femmes organisaient des blocs autonomes dans les cortèges en criant : « mon utérus, mon choix ». Elles renforçaient le mouvement de contestation avec leurs revendications sur le partage de tâches à la maison, sur le droit au divorce et à l'avortement. Grâce à cette mobilisation, elles ont gagné le référendum de 1974 qui a abouti au droit au divorce et à la loi 194 qui a donné accès au droit à l'avortement en 1978.

Conclusion

Réactionnaires et conservateurs ne perdent pas une occasion d'attaquer le mouvement, non seulement en soulignant les erreurs, mais en attribuant à cette phase historique les caractéristiques les plus négatives de violence et de chaos. Comme si 68 avait été une force de pouvoir réactionnaire et non un mouvement d'opposition et de protestation globale. Même s'il n'a pas conquis le pouvoir politique, il a transformé la plupart des consciences du pays, permettant ainsi des énormes

avancées pour les classes populaires et le mouvement ouvrier italien. Les actions collectives et la participation active des jeunes et des travailleurs à la vie politique ont permis les plus importantes conquêtes sociales de l'histoire d'Italie : le statut des travailleurs, une démocratisation de l'université, le droit au divorce et à l'avortement. Le mouvement étudiant et le mouvement féministe ont produit des changements radicaux dans les coutumes, dans la musique et dans le cinéma en passant par la mode, les relations sociales, interpersonnelles et familiales. Les luttes étudiantes et ouvrières de la période 1968-1969 montraient la force de l'action collective qui a fait de la gauche une force hégémonique dans la société. Dans les usines, les luttes ouvrières modifièrent les rapports de force en faveur des travailleurs. Des thèmes tels que l'organisation de la production, les rythmes et les temps de travail, l'ambiance de travail, qui auparavant faisaient l'objet de décisions prises en charge par la direction de l'entreprise, furent subordonnés à la négociation de délégués ouvriers élus par des assemblées. À travers l'introduction des conseils d'usine et de délégués, acceptés par les syndicats en remplacement des vieilles commissions internes, les travailleurs trouvèrent une manière de défendre leurs intérêts. La convergence de la lutte entre le mouvement étudiant et ouvrier, les méthodes d'action et la volonté de changer de société restent des exemples historiques pour toutes celles et ceux qui veulent, encore aujourd'hui, défendre les intérêts du mouvement ouvrier et construire une société plus juste.